

LE FONDS D'AIDE SOFTENON EST COMPROMIS



"Ne nous lâchez pas une nouvelle fois" :
La réaction poignante des victimes de ce
médicament à l'origine de malformations.

► Fin novembre (DH 27/11/2018), Maggie De Block annonçait la création d'un Fonds d'aide aux victimes de la thalidomide, ce médicament du début des années 1960 connu sous le nom de Softenon, à l'origine de graves malformations chez des dizaines d'enfants en Belgique, âgés actuellement d'environ 60 ans.

Selon nos informations, confirmées chez Maggie De Block, ce fonds est une nouvelle fois compromis.

SA CRÉATION avait pourtant déjà été annoncée en 2010 par la ministre de la Santé d'alors Laurette Onkelinx. De la même façon et pour les mêmes motifs qui n'avaient pas permis à la socialiste de le concrétiser, la situation politique, avec un gou-

vernement en affaires courantes, compromet l'engagement pris fin novembre par Maggie De Block. "La ministre veut avancer, insiste le porte-parole Flo-

rent Baudewyns, mais ce fonds (qui se verrait doté d'un budget - le montant de 5 millions d'euros a été cité) a des

implications budgétaires. Il faudra trouver une majorité au Parlement."

La discussion relève maintenant de la Conférence des présidents et chefs de groupe. Elle s'engage aujourd'hui à la Chambre. À l'époque, les partis traditionnels appuyaient le projet.

Sera-ce toujours le cas ?

Chez les victimes de la thalidomide, c'est la douche froide après la satisfaction d'il y a six semaines.

"Ah non, réagit Martine Olivier. On nous a déjà fait le coup il y a 8 ans quand M^{me} Onkelinx qui avait la volonté de créer ce fonds n'a pu le réaliser quand le gouvernement Di Rupo est tombé en affaires courantes. Cela nous a fait perdre 8 ans. Et c'est le même scénario qui devrait se répéter

aujourd'hui alors que M^{me} De Block qui reprend le projet tombe à son tour en affaires courantes ?"

DE L'AIDE ET AU-DELÀ de celle-ci, la reconnaissance de la responsabilité de l'État - établie par la cour d'appel - pour n'avoir pas interdit ce produit dangereux, les victimes les attendent depuis leur naissance. "La chute du gouvernement Di Rupo nous a fait perdre des années alors que tout était prêt. Nous, les victimes en vie, nous avons maintenant 60 ans. Un âge où chaque année compte. Et on nous rejoue la même pièce ? SVP, ne nous faites pas ça."

Martine Olivier répète qu'à l'époque, tous les partis traditionnels (Ecolo, humaniste, libéraux, socialistes) soutenaient le projet. Les victimes espèrent que tous maintiendront leur position quand la Conférence des présidents engagera la discussion à la Chambre, aujourd'hui.

Gilbert Dupont